

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 51.945/2/V
DU 5 SEPTEMBRE 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 9 août 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « déterminant les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et les moyens adéquats », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1.1. Le projet d'arrêté royal se donne pour objet de « détermin[er] les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et les moyens adéquats » en matière de sécurité civile. Son préambule mentionne les articles 6, alinéa 2 et 119, § 1^{er} de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile', ci-après la loi du 15 mai 2007, comme seuls fondements légaux. La seconde disposition est actuellement en vigueur, pas la première ¹.

L'article 6, alinéa 2, précité qui habilite le Roi à « détermin[er], par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats » concerne les « postes » ² qui, conformément à l'alinéa 1^{er} du même article, « exécutent, séparément ou en commun, les missions qui leur sont confiées par la loi en tenant compte du principe de l'aide adéquate la plus rapide ».

L'article 119, § 1^{er}, précité prévoit que « [l]es normes minimales d'équipement et de matériel sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. La zone applique ces normes en fonction de l'analyse des risques visée à l'article 5 de façon à réaliser l'aide adéquate la plus rapide » ³. Cette disposition, comme l'article 5 auquel elle renvoie, concerne les « zones » ⁴.

1.2. En vue de « permett[re] une transition vers les zones de secours » ⁵, la loi du 3 août 2012 'modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et la loi du

¹ Voir l'article 224, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi du 15 mai 2007 en ce qui concerne l'article 119, § 1^{er}, de cette loi et l'alinéa 2 du même article 224 qui habilite le Roi à déterminer la date d'entrée en vigueur des autres articles de la loi.

² Un « poste » est défini à l'article 2, § 1^{er}, 8^o de la loi du 15 mai 2007 comme « une structure opérationnelle pourvue du personnel et du matériel nécessaires à partir de laquelle les moyens adéquats peuvent être envoyés pour assurer les missions opérationnelles ».

³ Selon l'article 5 de la loi du 15 mai 2007,

« La zone de secours assure la création et l'organisation des postes sur son territoire et remplit les missions qui lui sont confiées par la présente loi de manière autonome.

La zone de secours est composée d'un réseau de postes dont le nombre et l'implantation sont déterminés en fonction de l'analyse des risques.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le contenu et les conditions minimales de l'analyse des risques ».

⁴ À défaut de définition expresse de la « zone », voir le titre III, chapitre I^{er}, section I^{re}, articles 14 à 23 de la loi du 15 mai 2007.

⁵ Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2216/001, p. 3).

31 décembre 1963 sur la protection civile' a inséré un article 221/1 dans la loi du 15 mai 2007. Cet article crée notamment des « prézones » et charge également le conseil de la « prézone » d'approuver un « plan zonal d'organisation opérationnelle » proposé par le coordonnateur désigné parmi les officiers des services d'incendie de la « prézone », dont le contenu est fixé par le paragraphe 2, 4°, de cet article.

Le préambule de l'arrêté en projet ne mentionne pas l'article 221/1 au titre de fondement légal. Or, il semble que pour les articles qui visent le « plan zonal d'organisation opérationnelle » à savoir plus spécifiquement les articles 3, § 1^{er}, 9 et 10 du projet, cet article 221/1 en constitue bien la base légale, cette notion étant l'un des éléments essentiels autour duquel ce nouveau dispositif est appelé à s'articuler.

1.3. Il résulte de ce qui précède que l'arrêté en projet vise à exécuter non seulement les articles 6, alinéa 2, et 119, § 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 mais également, en ce qu'il règle le « plan zonal d'organisation opérationnelle », l'article 221/1, § 2, 4°.

2.1. Au vu du contexte légal ainsi délimité, force est de constater que le texte en projet utilise des concepts qui devraient trouver à s'appliquer, les uns aux « zones » et aux « postes » tels qu'ils sont définis et organisés par le dispositif originel de la loi du 15 mai 2007 (articles 3 à 8 du projet), dont un nombre limité de dispositions sont en vigueur, les autres aux « prézones » et au « plan zonal d'organisation opérationnelle » (articles 9 et 10 du projet), lesquels sont prévus par l'article 221/1 et appelés à disparaître lorsque les « zones » entreront en vigueur⁶.

2.2. Par ailleurs, en définissant les « moyens minimaux adéquats par type d'intervention » (articles 3 à 8, 11 et 12 du projet et annexes 1 et 2), l'arrêté en projet dénature la notion de « moyens adéquats » visés à l'article 2, § 1^{er}, 4°, de la loi du 15 mai 2007 précitée. Il dénature de même celle de « normes minimales d'équipement et de matériel » visés à l'article 119, § 1^{er}, de cette même loi, en les fixant par rapport aux missions générales visées à l'article 11, § 1^{er}, 1° et 3° à 5°, de la loi (« missions urgentes réparties en types d'interventions », selon l'annexe 1)⁷.

2.3. Une telle méthode n'est pas admissible ; elle aboutit à créer une confusion entre la notion de « moyens adéquats » au sens de l'article 6, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007 précitée et celle de « normes minimales de matériel » utilisée à l'article 119,

⁶ Voir l'article 221/1, § 1^{er}, première phrase de la loi du 15 mai 2007 et l'article 13, alinéa 2, du projet qui dispose que le plan zonal d'organisation opérationnelle prévoit les moyens d'intervention qui sont d'application jusqu'au 31 décembre 2017, date à laquelle il faut en conclure que les « prézones » céderont la place aux « zones » au terme d'une mise en œuvre progressive des mesures portées par l'arrêté tant par les « zones » que les « prézones », comme le précise l'alinéa 1^{er} de ce même article 13.

⁷ À ce sujet, voir également l'avis 51.940/2/V donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal « déterminant les normes minimales en matière d'équipement de protection individuelle et d'équipement de protection collective ».

§ 1^{er}, de la loi ainsi que quant à question de leur application aux « zones » et/ou aux « prézones ». Cette façon de faire dessert l'objectif de transparence que doit poursuivre tout texte légal ou réglementaire.

3. L'auteur doit adopter une démarche plus systématique et conforme à l'esprit de la loi du 15 mai 2007 ⁸.

Comme l'indiquait l'exposé des motifs de la loi ⁹, celle-ci repose sur deux principes dont le premier ¹⁰

« (...) exprime le droit pour tout citoyen à bénéficier de l'aide adéquate la plus rapide. Loin de la philosophie antérieure qui voulait qu'intervienne le service territorialement compétent compte tenu des limites communales, la réforme entend poser le principe de l'intervention du service pouvant parvenir le premier sur place avec les moyens nécessaires. Ni les limites communales, ni les limites provinciales ne pourront restreindre le fonctionnement des services de secours.

(...)

Les postes constituent un réseau de secours au sein duquel les missions peuvent être exécutées par un poste distinct ou en réseau, c'est-à-dire en collaboration avec les autres postes.

Toutes les frontières ont été abolies au niveau opérationnel et les répartitions territoriales en communes, zones ou provinces ne représentent plus une barrière à l'intervention du poste susceptible d'apporter l'aide adéquate la plus rapide.

Le poste ou les postes susceptible(s) d'arriver le plus rapidement possible sur les lieux de l'intervention et qui est (sont) équipé(s) des moyens adéquats intervient (interviennent).

Ce principe représente une des nouveautés les plus importantes de la réforme ».

Ce principe étant au centre de la réforme, il convient, en tout état de cause, de procurer dès à présent exécution à l'article 6 de la loi du 15 mai 2007 et de mettre en œuvre l'habilitation que contient son alinéa 2, qu'il s'agisse des « zones » ou des « prézones ». En effet la définition des « conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats » concerne en premier lieu les missions qui sont confiées aux postes, lesquels constituent des structures opérationnelles que groupent aussi bien les « zones » que les « prézones ». En outre, les conditions minimales et les moyens adéquats en question

⁸ Il appartient certes à l'auteur du projet, au moment où il décide de faire entrer en vigueur et d'appliquer une loi de vérifier si les circonstances qui ont présidé à son élaboration et à son adoption sont toujours réunies. Si celles-ci ne le sont plus, il lui appartient alors de proposer aux Chambres législatives de modifier la loi mais il ne peut agir sur la base des pouvoirs qu'il tient de la Constitution comme si certaines dispositions de la loi du 15 mai 2007 n'existaient pas.

⁹ *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2928/001, pp. 4-6.

¹⁰ Le second concerne la répartition des coûts de services d'incendie.

constituent les bases sur lesquelles des normes d'équipements pourront être définies en vue de leur application pour l'heure aux « prézones » et ultérieurement aux « zones ».

L'auteur du projet doit ensuite mettre en œuvre l'article 119, § 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 qui habilite le Roi à fixer les normes minimales d'équipement et de matériel que la « prézone » et ensuite la « zone » applique en fonction de l'analyse de risques visées à l'article 5 de la loi ¹¹.

Toutefois, l'exécution de cet article 119, § 1^{er}, doit, dans le projet à l'examen, tenir compte du fait que pour la « prézone », son coordonnateur doit proposer et son conseil approuver un « plan zonal d'organisation opérationnelle » ¹² comprenant au moins, conformément à l'article 221/1, § 2, 4°, alinéa 1^{er}, « la détermination des moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement opérationnel de la zone », moyens qui sont énoncés, en termes de minimum, par l'alinéa 2 de cette même disposition.

Une fois ces deux étapes menées à bien, il appartiendra au Roi d'ordonner clairement dans le temps le dispositif applicable de manière spécifique aux « prézones » - et appelé à disparaître avec elles - et celui qui de par son caractère général, continuera à s'appliquer aux « zones » lorsque le dispositif de la loi du 15 mai 2007 qui leur est propre, sortira ses pleins et entiers effets.

4. Le projet d'arrêté doit, en conséquence, être fondamentalement revu à la lumière des observations qui précèdent et ne sera donc pas examiné plus avant.

¹¹ Voir l'article 221/1, § 3, de la loi du 15 mai 2007, ainsi rédigé :

« § 3. – Les articles 24, 25, 28 à 31, 32, alinéas 1^{er} et 3, 33 à 39, 40, alinéas 1^{er} et 2, 42, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, 43 à 50, 53 à 54, 63 à 66, 67, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 5°, 69, 83 à 85, 118, 119, 120 à 124 et 126 sont applicables à la prézone ».

À noter par ailleurs qu'en vertu de l'article 8 de la loi du 3 août 2012 précitée « le Roi arrête la date de l'entrée en vigueur de [cette] loi et des autres dispositions de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' pour autant que ces dispositions sont rendues applicables à la prézone ».

¹² Il s'agit en effet d'une notion neuve qu'introduit l'article 221/1 dans la loi du 15 mai 2007 et dont l'utilité est provisoire puisque, comme il a déjà été relevé plus haut, l'article 13, § 2, du projet à l'examen, prévoit que le plan zonal d'organisation opérationnelle cessera, au 31 décembre 2017, de sortir ses effets.

La chambre était composée de

Monsieur	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Madame	M. BAGUET,	conseillers d'État,
Messieurs	S. BODART,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.945/2/V
VAN 5 SEPTEMBER 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 augustus 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot vaststelling van de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1.1. Het ontwerp van koninklijk besluit strekt tot “vaststelling van de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen” op het stuk van civiele veiligheid. In de aanhef ervan worden de artikelen 6, tweede lid, en artikel 119, § 1, van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’, hierna de wet van 15 mei 2007 genoemd, vermeld als enige rechtsgrond. De laatstgenoemde bepaling is thans van kracht, de eerstgenoemde niet.¹

Het voormelde artikel 6, tweede lid, waarbij de Koning gemachtigd wordt om “bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en de adequate middelen (te bepalen)” heeft betrekking op de “posten”² die overeenkomstig het eerste lid van datzelfde artikel “alleen of samen, de opdrachten uit(voeren) die de wet hun toewijst rekening houdend met het principe van de snelste adequate hulpverlening”.

In het voormelde artikel 119, § 1, wordt bepaald dat “de minimumnormen voor materieel en uitrusting ... per type interventie vastgesteld (worden) door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De zone past deze normen (toe) op basis van de risicoanalyse zoals bedoeld in artikel 5, zodat de snelste adequate hulp gerealiseerd

¹ Zie artikel 224, eerste lid, 6°, van de wet van 15 mei 2007, wat artikel 119, § 1, van die wet betreft, en het tweede lid van datzelfde artikel 224, waarbij de Koning gemachtigd wordt de datum van inwerkingtreding van de overige artikelen van de wet te bepalen.

² Een “post” wordt in artikel 2, § 1, 8°, van de wet van 15 mei 2007 gedefinieerd als “een operationele structuur die is voorzien van personeel en materieel van waaruit de adequate middelen worden uitgestuurd om de operationele opdrachten te verzekeren”.

wordt”.³ Dat artikel 119, § 1, heeft, net als artikel 5 waarnaar daarin verwezen wordt, betrekking op de “zones”⁴.

1.2. Teneinde “een overgang naar de hulpverleningszones”⁵ mogelijk te maken, is bij de wet van 3 augustus 2012 ‘tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid en de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming’ in de wet van 15 mei 2007 een artikel 221/1 ingevoegd. Bij dat artikel worden inzonderheid “prezones” opgericht en wordt de “prezoneraad” ermee belast om op voorstel van de coördinator, die onder de officieren van de brandweerdiensten van de “prezone” aangewezen wordt, een “operationeel organisatieplan van de zone” goed te keuren waarvan de inhoud bepaald wordt in paragraaf 2, 4°, van dat artikel.

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt artikel 221/1 niet vermeld als rechtsgrond. Evenwel lijkt de rechtsgrond van de artikelen waarin sprake is van “het operationeel organisatieplan”, namelijk meer specifiek de artikelen 3, § 1, 9 en 10 van het ontwerp, wel degelijk te vinden te zijn in dat artikel 221/1, aangezien dat begrip een van de wezenlijke gegevens is waarrond dit nieuwe dispositief opgebouwd is.

1.3. Uit hetgeen voorafgaat, blijkt dat het ontworpen besluit niet alleen strekt tot uitvoering van de artikelen 6, tweede lid, en 119, § 1, van de wet van 15 mei 2007, maar eveneens van artikel 221/1, § 2, 4°, ervan, voor zover bij die bepaling “het operationeel organisatieplan van de zone” wordt geregeld.

2.1. In het licht van de aldus afgebakende wettelijke context valt op te merken dat in de ontworpen regeling concepten worden gebruikt waarvan sommige zouden moeten gelden voor de “zones” en de “posten”, zoals die gedefinieerd en geregeld zijn bij het oorspronkelijke dispositief van de wet van 15 mei 2007 (de artikelen 3 tot en met 8 van het ontwerp), waarvan een beperkt aantal bepalingen van kracht is, terwijl de overige concepten zouden moeten gelden voor de “prezones” en het “operationeel organisatieplan van de zone”

³ Artikel 5 van de wet van 15 mei 2007 luidt als volgt:

“De hulpverleningszone verzekert de oprichting en de organisatie van de posten op haar grondgebied en vervult op autonome wijze de taken die de wet haar toewijst.

De hulpverleningszone is samengesteld uit het netwerk van posten waarvan het aantal en de inplanting worden bepaald aan de hand van de risicoanalyse.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inhoud en de minimale voorwaarden van de risicoanalyse.”

⁴ Bij ontstentenis van uitdrukkelijke definitie van de “zone” wordt verwezen naar Titel III, Hoofdstuk I, Afdeling I, de artikelen 14 tot 23, van de wet van 15 mei 2007.

⁵ Memorie van toelichting van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid en de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming (*Parl.St.* Kamer, 2011-12, nr. 53-2216/001, 3).

(de artikelen 9 en 10 van het ontwerp), waarin artikel 221/1 voorziet en die dienen te verdwijnen wanneer de “zones” in werking treden.⁶

2.2. Door het bepalen van de “minimale adequate middelen per type interventie” (de artikelen 3 tot 8, 11 en 12 van het ontwerp en de bijlagen 1 en 2) wordt bij het ontworpen besluit overigens het begrip “adequate middelen” uitgehold waarvan sprake is in artikel 2, § 1, 4°, van de voornoemde wet van 15 mei 2007. Het ontwerp leidt eveneens tot een uitholling van het begrip “minimumnormen voor materieel en uitrusting” waarvan sprake is in artikel 119, § 1, van diezelfde wet, doordat ze vastgesteld worden in het licht van de algemene opdrachten vermeld in artikel 11, § 1, 1° et 3° tot 5°, van de wet (“dringende opdrachten onderverdeeld in types van interventies” volgens bijlage 1).⁷

2.3. Dat aldus te werk wordt gegaan, kan niet worden aanvaard; het leidt ertoe dat verwarring ontstaat tussen het begrip “adequate middelen” in de zin van artikel 6, tweede lid, van de voornoemde wet van 15 mei 2007 en het begrip “minimumnormen voor materieel” dat gehanteerd wordt in artikel 119, § 1, van de wet, alsook dat verwarring ontstaat wat betreft de toepasselijkheid ervan op de “zones” en/of de “prezones”. Om die reden is deze werkwijze nadelig voor de doorzichtigheid die door elke wet- en verordeningstekst moet worden nagestreefd.

3. De steller van het ontwerp dient systematischer te werk te gaan en zich meer te houden aan de geest van de wet van 15 mei 2007.⁸

Zoals in de memorie van toelichting van de wet aangegeven wordt,⁹ berust de wet op twee principes waarvan het eerste¹⁰

“(…) het recht voor elke burger (betreft) om de snelste adequate hulp te genieten. In tegenstelling tot de vorige filosofie die wilde dat de territoriaal bevoegde dienst zou interveniëren rekening houdend met de gemeentelijke grenzen, beoogt de hervorming

⁶ Zie artikel 221/1, § 1, eerste zin, van de wet van 15 mei 2007 en artikel 13, tweede lid, van het ontwerp, waarin bepaald wordt dat het operationeel organisatieplan van de zone voorziet in de interventiemiddelen die toegepast worden tot en met 31 december 2017, waaruit besloten moet worden dat de “prezones” op die datum plaats zullen moeten maken voor de “zones” na een stapsgewijze uitvoering van de maatregelen die het besluit bevat zowel voor de “zones” als voor de “prezones”, zoals aangegeven wordt in het eerste lid van datzelfde artikel 13.

⁷ Zie in dit verband eveneens advies 51.940/2/V, dat vandaag is uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van de minimale normen betreffende persoonlijke beschermingsmiddelen en collectieve beschermingsmiddelen’.

⁸ Wanneer de steller van het ontwerp besluit een wet in werking te laten treden en ze toe te passen, dient hij uiteraard na te gaan of de omstandigheden die aan het opstellen en het aannemen van de wet ten grondslag hebben gelegen, nog steeds vervuld zijn. Als zulks niet meer het geval is, dient hij aan de Wetgevende Kamers voor te stellen de wet te wijzigen maar hij mag op basis van de bevoegdheden die hij aan de Grondwet ontleent niet handelen alsof sommige bepalingen van de wet van 15 mei 2007 niet bestonden.

⁹ *Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2928/001, 4-6.

¹⁰ Het tweede principe betreft de verdeling van de kosten van de brandweerdiensten.

het principe van de interventie van de dienst die als eerste ter plaatse kan komen met de nodige middelen. Noch de gemeentelijke grenzen, noch de provinciale grenzen zullen de werking van de hulpdiensten mogen beperken.

(...)

De posten vormen een onderling netwerk, waarbij de taken kunnen worden uitgevoerd door een post afzonderlijk of in netwerk, t.t.z. in samenwerking met andere posten van het netwerk.

Operationeel zijn alle grenzen weggevallen. De territoriale indeling in gemeenten, zones of provincies vormt geen grens meer voor het optreden van de post die de snelste adequate hulp kan bieden.

De post of posten die het snelst op de plaats van de interventie kunnen zijn met de adequate middelen, komen tussen.

Dit principe is één van de belangrijkste vernieuwingen van de hervorming.”

Doordat dit principe tot de kern van de hervorming behoort, dient hoe dan ook nu reeds uitvoering te worden gegeven aan artikel 6 van de wet van 15 mei 2007 en aan de machtiging vervat in het tweede lid ervan, ongeacht of het om “zones” dan wel om “prezones” gaat. De bepaling van de “minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen” heeft immers in de eerste plaats betrekking op de opdrachten die toegewezen worden aan de posten, die operationele structuren zijn die zowel door de “zones” als door de “prezones” worden gevormd. De minimale voorwaarden en de adequate middelen in kwestie vormen, voorts de basis waarop de normen voor uitrusting bepaald zullen kunnen worden om ze voorlopig op de “prezones” en later op de “zones” te kunnen toepassen.

De steller van het ontwerp dient vervolgens uitvoering te verlenen aan artikel 119, § 1, van de wet van 15 mei 2007, waarbij de Koning gemachtigd wordt de minimumnormen voor materieel en uitrusting vast te stellen die door de “prezone” en vervolgens door de “zone” worden toegepast in het licht van de risicoanalyse waarvan sprake is in artikel 5 van de wet.¹¹

Evenwel dient er bij de uitvoering van dat artikel 119, § 1, in het voorliggende ontwerp rekening te worden gehouden met het feit dat de prezoneraad op voorstel van de coördinator van de prezone zijn goedkeuring dient te hechten aan een “operationeel

¹¹ Zie artikel 221/1, § 3, van de wet van 15 mei 2007, welke bepaling als volgt luidt:

“§ 3. De artikelen 24, 25, 28 tot 31, 32, eerste en derde lid, 33 tot 39, 40, eerste en tweede lid, 42, eerste lid, 1° tot 3°, 43 tot 50, 53 tot 54, 63 tot 66, 67, eerste lid, 2°, 3° en 5°, 69, 83 tot 85, 118, 119, 120 tot 124 en 126 zijn van toepassing op de prezone.”

Op te merken valt overigens dat krachtens artikel 8 van de voornoemde wet van 3 augustus 2012 “de Koning ... de datum van inwerkingtreding van deze wet (bepaalt) en van de andere bepalingen van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid voor zover deze andere bepalingen van toepassing verklaard zijn op de prezone”.

organisatieplan van de zone”¹², dat overeenkomstig artikel 221/1, § 2, 4°, eerste lid, ten minste “de middelen inzake personeel en materieel noodzakelijk voor de goede operationele werking van de zone bepaalt”, van welke middelen het minimum bepaald wordt in het tweede lid van dezelfde bepaling.

Zodra deze beide stappen tot een goed einde zijn gebracht, zal de Koning een duidelijke ordening in de tijd tot stand moeten brengen van het dispositief dat specifiek voor de “prezones” geldt - en waarvan het de bedoeling is dat het samen met de prezones verdwijnt - en van het dispositief dat door zijn algemene aard zal blijven gelden voor de “zones” wanneer het dispositief van de wet van 15 mei 2007 dat alleen voor die “zones” geldt volkomen gevolg zal hebben.

4. Het ontwerp van besluit dient bijgevolg grondig te worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen en zal dan ook niet nader worden onderzocht.

¹² Dat is immers een nieuw begrip dat bij artikel 221/1 in de wet van 15 mei 2007 wordt ingevoegd en waarvan het nut beperkt is in de tijd, aangezien, zoals hierboven reeds aangegeven is, in artikel 13, § 2, van het voorliggende ontwerp wordt bepaald dat het operationeel organisatieplan van de zone op 31 december 2017 buiten werking treedt.

De kamer was samengesteld uit

de Heer	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
Mevrouw de Heren	M. BAGUET, S. BODART,	staatsraden,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevrouw M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

P. LIÉNARDY